Cette fiche ressource n'a pas vocation à supplanter le travail des certificateurs Qualité, seuls à même de délivrer la certification qualité d'un CFA. Par contre, elle prétend préciser les attentes des Ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur en tant que Ministères certificateurs, pour les CFA ayant fait le choix de proposer des diplômes sous leurs responsabilités. Elle constitue une proposition régionale.

Q16/E26

QualiOpi indicateur 16
Eduform indicateur 26

Le guide *ultime* en apprentissage

Mission « Information – Contrôle – Accompagnement pédagogique »
© Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Lorsque le prestataire met en œuvre des formations conduisant à une certification professionnelle, il s'assure que les conditions de présentation des bénéficiaires à la certification respectent les exigences formelles de l'autorité de certification.

Les enjeux

Prendre l'attache du rectorat d'académie pour chaque CFA proposant des diplômes de l'éducation nationale.

Les points d'appui

Fiches ressources régionales

[Positionnement pédagogique en apprentissage](#), dont les parties sur :

- Le décret n°2020-624 du 22 mai 2020 ;
- Le tableau de synthèse des réductions possibles compte tenu des diplômes acquis ;
- L'annexe sur les bénéficiés et les dispenses) ;
- Les conventions tripartites et les conventionnements avec une tierce entreprise.

Les différences entre les [deux contrats d'alternance](#).

[Fichier contact](#) inspecteurs et gestionnaires du service des examens et concours de la région académique PACA

Pour les CFA à dimension nationale, la [page nationale de la DGESCO](#) liste les contacts de tous les coordonnateurs de la mission sur l'ensemble des régions ou des académies.

Fiches conseils : [horaires d'enseignement](#) / [positionnement pédagogique](#) / [recrutement d'un formateur](#).

Modèles de livrets de formation pouvant être utilisés par les CFA : en CAP ([BO n °42 du 18 novembre 2010](#)), en Bac pro ([Arrêté du 17-6-2020](#)). Pour les BTS, chaque spécialité propose un modèle spécifique (publié dans chaque circulaire nationale).

Les actions à conduire par priorités

Formaliser une procédure interne permettant de garantir la validité des pièces exigées lors de l'inscription aux examens :

- Dans le CERFA : le respect du volume horaire minimum d'enseignement en CFA dans tout CERFA, de l'adéquation de l'entreprise au référentiel du diplôme (en lien avec les exigences du référentiel d'activités professionnelles, des compétences cibles et du règlement d'examen) ;
- Dans les autres pièces :
La convention tripartite d'aménagement de la durée du contrat d'apprentissage (dans les cas où elle est obligatoire).
Le ou les conventionnements avec une tierce entreprise (selon le cas), y compris lors de mobilités à l'international.

Les points de vigilance à respecter

Se rapprocher du coordonnateur régional de la mission d'information, de contrôle et d'accompagnement pédagogique, et des inspecteurs de la spécialité professionnelle et disciplinaires et des gestionnaires des diplômes du service des examens et concours du Rectorat dont dépend le CFA.

Recourir aux fiches conseils proposés dans le cas de doutes (cf « Points d'appui »).

Dans le cas d'une réduction ou un allongement de la durée du contrat d'apprentissage, « le CFA s'est assuré auprès du Rectorat que cet aménagement de la durée de la formation est compatible avec l'inscription à l'examen final du diplôme de l'Education nationale » (extrait de la convention tripartite).

Signaler à l'autorité certificative (rectorat dans le cas de diplômes de l'éducation nationale) l'absentéisme des apprentis, via le livret de formation à transmettre aux centres d'examen suivant les consignes de la Division des examens en concours et en respectant les dates limites.

Inscrire les apprentis aux certifications et aux épreuves obligatoires en fonction du diplôme préparé :

- Attestations de réussite ou de suivi à des formations réglementaires obligatoires pour obtenir la certification visée (exemple : travail en hauteur, AIPR, etc.)

A noter : [Arrêté du 18 juillet 2023](#) relatif aux diplômes professionnels - travaux temporaires en hauteur.

- Chef d'œuvre ou encore éducation physique et sportive en CAP et en Bac pro

A noter : les certifications en langue vivante ne sont pas obligatoires en BTS, tout comme la certification PIX pour les apprentis.

Inscrire le CFA dans les nouvelles modalités pédagogiques portées lors des renouvellements des diplômes (co-intervention, accompagnement renforcé, modules de préparation à l'insertion professionnelle / à la poursuite d'études, etc.).

Anticiper auprès du certificateur les aménagements des épreuves d'examen nécessaires et utiles pour les PSH (cf la fiche [Q26E41](#)).

Les actions « remarquables » à valoriser ou à suivre

Non encore renseigné.

P r é c i s i o n s

Sommaire

Sur les [approchements à faire avec l'autorité certificative](#) (le rectorat dont dépend chaque CFA)

Sur les [conditions de diplômes](#) pour pouvoir s'inscrire à un examen

Sur les [ressources utiles](#) pour bien appréhender les référentiels des diplômes de l'Education nationale et les programmes associés

Sur les [nouvelles modalités pédagogiques](#) portées par les diplômes récemment rénovés

Sur les [livrets de formation](#) à transmettre aux centres d'examen

Sur les [conditions d'inscription en tant que candidat libre à l'examen](#)

ACTUALITE

Informations supplémentaires et importantes sur les épreuves E4 et E6 du BTS NDRC (service des examens et concours)

Epreuve E4 Relation client et négociation-vente :

- ponctuelle orale : le temps est réduit à 40 mn (+ 40 mn de préparation en loge)

- CCF :

situation A « Ciblage et prospection de clientèle - Exploitation et mutualisation de l'information commerciale » : pas de changement

Situation B : Simulation 15 minutes (au lieu de 20 minutes)

Epreuve E6 Relation client et animation de réseaux :

- ponctuelle orale : le temps est réduit à 30 mn

1. Exposé et entretien relatif à une expérience réelle vécue au sein d'un réseau - 15 minutes maximum

2. Exposé et entretien relatif aux autres expériences réseau - 15 minutes maximum

- CCF :

· Situation A : Exposé et entretiens relatifs à une expérience réelle vécue au sein d'un réseau - 15 minutes maximum

· Situation B : Exposé et entretiens relatifs aux autres expériences réseau - 15 minutes maximum (au lieu de 25 mn maximum)

1. Sur les rapprochements à faire avec l'autorité certificative (le rectorat dont dépend chaque CFA)

Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) – Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion : « Aucune offre de formation en apprentissage ne peut être proposée par un CFA sans qu'il n'ait pris l'attache du certificateur du diplôme ou du titre visé. Le certificateur est le seul compétent pour délivrer l'information requise sur les référentiels de formation, les modalités d'évaluation et le passage des examens (...) Cette démarche est donc à effectuer préalablement à l'ouverture d'une formation dans les secteurs visés ».

De même, la convention tripartite indique de manière très claire la responsabilité du CFA dans la finalisation de la convention tripartite : « Le CFA s'est assuré auprès du certificateur que cet aménagement de la durée de la formation est compatible avec l'inscription à l'examen final du diplôme ou titre professionnel visé » (il faut entendre par « certificateur », les représentants du Ministère de l'éducation nationale dans le rectorat le plus proche, à savoir le gestionnaire des diplômes au sein du service des examens et concours, et si besoin l'inspecteur en charge de la spécialité professionnelle – pour savoir les personnes à contacter dans les rectorats d'Aix-Marseille et de Nice, consulter le [fichier cardex 2023-2024](#)).

Le [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – page 12) précise l'importance « que le CFA se rapproche du certificateur afin d'envisager l'impact de la réduction de durée sur le déroulement des épreuves terminales » dans le cas de l'aménagement de la durée du contrat d'apprentissage.

Pour des cas particuliers et/ou des doutes sur le résultat du positionnement pédagogique, tout CFA peut compléter la fiche conseil disponible sur [la page régionale](#) dédiée à la mission d'information et de contrôle pédagogique (ou directement [en cliquant ici](#)). Selon la nature de la demande, le coordonnateur de la mission de contrôle pédagogique des formations par apprentissage prendra l'attache de la DEC et/ou de l'inspectrice ou de l'inspecteur de la spécialité ou de la discipline.

2. Sur les conditions de diplômes pour pouvoir s'inscrire à un examen

Le tableau supra renseigne de manière générale sur les conditions de diplômes pour pouvoir s'inscrire à un examen. Il est complété par liens hypertextes par les listes des diplômes dits « connexes ». Ces listes données à titre informatif renseignent les CFA sur les conditions de diplôme favorables à une réduction de la durée du contrat d'apprentissage.

Pour des cas particuliers et/ou des doutes sur l'exactitude des parcours proposés (par exemple, pour s'inscrire à une mention complémentaire spécifique, ...), le CFA pendra l'attache directement et en priorité du service de la division des examens et concours du Rectorat.

Les CFA trouveront dans la [page régionale](#) dédiée à la mission d'information et de contrôle pédagogique, les [coordonnées des gestionnaires](#) pour chaque diplôme.

Remarque sur les dispenses d'unités

Dans le cas d'une dispense d'unités à l'examen, le coefficient d'une épreuve dispensée est neutralisé. Les notes précédemment obtenues ne sont pas prises en considération. La moyenne générale à l'examen est calculée sur la base des seules épreuves effectivement présentées (affectées de leurs coefficients) au titre de la session.

- Arrêté du 23 juin 2014 ↘ Arrêté relatif à l'obtention de dispenses d'unités aux examens du CAP
- Arrêté du 28 février 2018 ↘ Arrêté relatif aux dispenses d'épreuves et aux conservations de notes au baccalauréat professionnel
- Arrêté du 8 août 1994 ↘ Arrêté relatif aux dispenses d'épreuves du brevet professionnel
- Arrêté du 24 juin 2005 ↘ Arrêté fixant les conditions d'obtention de dispenses d'unités au brevet de technicien supérieur

Tableau de synthèse des réductions de parcours possibles en apprentissage compte tenu des diplômes acquis

Sur la base d'une production originale de l'académie de Nantes de juin 2019, et complété par la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (dernière mise à jour des DEC de la région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur : 15 janvier 2022)

Point de vigilance : ce tableau ne constitue plus une règle absolue depuis la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel », et notamment les références aux diplômes connexes - sauf dans le cas de textes réglementaires toujours en vigueur (par exemple le décret du 21 mars 2019 – cf plus bas).

Les aménagements du contrat d'apprentissage en fonction du parcours de l'apprenti relèvent de la responsabilité du CFA. Il est toutefois vivement conseillé de se rapprocher du certificateur (en usant par exemple des fiches conseils à disposition). Les liens vers les documents avec les listes des diplômes connexes peuvent constituer des repères dans les choix à opérer par le CFA.

Diplôme de l'Education nationale obtenu (ou selon le cas, niveau validé)	Nouveau diplôme de l'Education nationale visé Durée du contrat d'apprentissage possible
Tout diplôme de niveau supérieur au baccalauréat professionnel (BTS, DUT, licence, DMA, ...)	<ul style="list-style-type: none"> - BAC PRO en 2 ans - BAC PRO en 1 an (Précaution : fiche conseil à renseigner et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité). - CAP en 1 an <p><u>A noter</u> : l'accès au BTS est conditionné à l'obtention du baccalauréat (cf Décret du n° 2019-215 du 21 mars 2019 relatif aux modalités d'admission en section de techniciens supérieurs et modifiant le code de l'éducation – cf plus bas).</p>
Baccalauréat général ou technologique	<ul style="list-style-type: none"> - BAC PRO en 2 ans - CAP en 1 an

Baccalauréat professionnel	<ul style="list-style-type: none"> - BAC PRO en 1 an (Précaution : fiche conseil à renseigner et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité). - BP en 1 an (si le diplôme est référencé dans la liste accessible en cliquant ici). Sinon, BP en 2 ans. - CAP en 1 an
Brevet professionnel MC de niveau 4	<ul style="list-style-type: none"> - CAP en 1 an - BAC PRO en 1 an (Précaution : fiche conseil à renseigner et à transmettre au coordonnateur régional pour avis de l'inspecteur en responsabilité). - Aucune inscription possible en BTS (décret du 21 mars 2019).
Baccalauréat général (niveau 1 ^{ère} ou niveau terminale) - Baccalauréat général, technologique ou professionnel (niveau seconde)	<ul style="list-style-type: none"> - BAC PRO en 2 ans
CAP ou BEP (en lien direct avec la spécialité du diplôme préparé) MC de niveau 3	<ul style="list-style-type: none"> - CAP en 1 an (si le diplôme est référencé dans la liste accessible en cliquant ici). Sinon CAP en 2 ans. - BP en 2 ans (conditions de diplômes à vérifier dans chaque règlement d'examen). - MC (conditions de diplômes à vérifier dans chaque règlement d'examen). - BAC PRO en 2 ans (si la spécialité professionnelle est inscrite dans la liste accessible en cliquant ici). Sinon BAC PRO en 3 ans. - Aucune inscription possible en BTS (décret du 21 mars 2019).
Sans diplôme	<ul style="list-style-type: none"> - Aucune inscription possible en MC, BP, BMA ou encore BTS
Cas particulier : Accès à un titre professionnel	<p><i>L'accès à un titre professionnel est conditionné</i></p> <p><i>Si le décret n°2016-954 du 11 juillet 2016 précise bien que le titre professionnel peut être préparé par la voie de l'apprentissage, en plus de la VAE et de la formation continue, l'arrêté du 11 juillet 2016 indique que pour accéder à la préparation par la voie de l'apprentissage d'un titre professionnel, le jeune doit justifier d'une des conditions suivantes :</i></p> <p><i>Être titulaire d'un diplôme ou d'une certification professionnelle attestant d'au moins un niveau V de qualification ;</i></p> <p><i>Être éligible au droit au retour en formation initiale au sens de l'article D. 122-3-1 du Code de l'éducation : être un jeune âgé de 16 à 25 ans révolus sortant du système éducatif sans diplôme ou ne possédant que le diplôme national du brevet ou le certificat de formation générale".</i></p> <p>Par contre, ce n'est pas le même cas pour les titres à finalité professionnelle. Contrairement au titre professionnel du Ministère du Travail, le titre à finalité professionnelle (de branche) n'est pas conditionné à la détention d'un diplôme de niveau 3 et n'a pas de restriction de public éligible au contrat d'apprentissage (plus de détails dans le FIL d'actualités du 28 novembre 2022).</p>

Focus sur le décret du 21 mars 2019

Notice : le décret supprime l'admission en section de techniciens supérieurs (STS) sans avoir obtenu le baccalauréat ou l'un des titres ou autres diplômes prévus au 4° de l'article D. 612-30 pour les candidats en formation initiale (voie scolaire et apprentissage).

Article D612-30Modifié par [Décret n°2019-215 du 21 mars 2019 - art. 1](#)

La préparation du brevet de technicien supérieur par la voie scolaire et par la voie de l'apprentissage est ouverte aux candidats qui :

- 1° Soit sont titulaires du baccalauréat professionnel ;
- 2° Soit sont titulaires du baccalauréat technologique ;
- 3° Soit sont titulaires du baccalauréat général ou du diplôme d'accès aux études universitaires ;
- 4° Soit sont titulaires d'un titre ou diplôme classé dans le répertoire national des certifications professionnelles au niveau IV par la Commission nationale de la certification professionnelle, ou d'un diplôme reconnu conjointement par la France et un Etat partenaire.

Peuvent par ailleurs être admis les candidats ayant suivi une formation à l'étranger autre que celles mentionnées aux alinéas précédents, par décision du recteur d'académie prise après avis de l'équipe pédagogique.

3. Sur les ressources utiles pour bien appréhender les référentiels des diplômes de l'Education nationale et les programmes associés (contenu non exhaustif – extrait de la fiche [MEMO CCF](#))Les sites nationaux

- [France compétences](#) : Préconisations relatives à l'évaluation des compétences professionnelles (Octobre 2021).
- [Eduscol](#) : documents de référence sur l'ensemble des diplômes Professionnels
- [Site National Sciences et Techniques Industrielles](#)
- [Cerpeg](#) : Centre national de ressources pour l'enseignement professionnel en économie et gestion
- [CRCM-TL](#) : site pour les BTS mercatique (NDRC, MCO, CSST, CI, Communication...) et transport logistique
- Le [CRCOM](#) : réseau national de ressources pédagogiques (BTS GPME, SAM, ... management, économie-droit, CEJM)
- Site National pour l'Hôtellerie Restauration [CRNHR](#)
- Site National pour l'Alimentation [CRNMA](#)
- Site national de travail en groupes et de partage de ressources [VIAEDUC](#) (adresse académique requise ou possibilité d'invitation ou accès depuis le site Canopé)
- Dispositifs issus de la transformation de la voie professionnelle : [fiches d'auto-évaluation](#) proposées par la DGESCO, dont celles spécifiques sur la voie professionnelle : La [co-intervention](#) / Le [chef d'œuvre](#) / L'[accompagnement](#) (...).

Les sites académiques

- Les portails académiques vers tous les sites pédagogiques académiques, y compris les liens vers les sites nationaux ([Aix-Marseille](#) / [Nice](#)).
- Les portails académiques « Apprentissage », site d'[Aix-Marseille](#) / site de [Nice](#)
- Information et contrôle pédagogique des formations par apprentissage
- Modalités d'accès à l'apprentissage (dont pour les élèves de moins de 15 ans en fin de 3ème et atteignant 15 ans avant la fin de l'année civile)
- Positionnement pédagogique en apprentissage VS Positionnement réglementaire pour les scolaires et les stagiaires de la formation continue
- Évaluation en contrôle en cours de formation (CCF)
- Contribution unique à la formation professionnelle et à l'apprentissage

Un focus sur les enseignements générauxLes programmes et ressources nécessaires à la construction des parcours sont à chercher hors des périmètres des référentiels sur le site : <https://eduscol.education.fr/94/j-enseigne-au-lycee-professionnel>

Il est important de noter que les épreuves et règlements d'examen des épreuves de l'enseignement général des CAP et des baccalauréats professionnels ont été entièrement redéfinis par de nouveaux textes réglementaires :

[Arrêté du 30 août 2019](#) fixant les unités générales du certificat d'aptitude professionnelle et définissant les modalités d'évaluation des épreuves d'enseignement général[Arrêté du 17 juin 2020](#) fixant les unités générales du baccalauréat professionnel et définissant les modalités d'évaluation des épreuves ou sous-épreuves d'enseignement général

Pour tous les référentiels non renouvelés depuis la publication de ces arrêtés, il conviendra de relire le règlement d'examen à la lueur de ces textes.

Nota bene : consulter l'annexe n°7 de la [fiche ressource sur le CCF](#) pour visualiser de manière synthétique tous les changements opérés dans les modalités de certification.

De même, en Brevet professionnel, le texte de référence est [l'arrêté du 3 mars 2016](#).

Il faut noter la modification des programmes d'enseignement de [mathématiques](#), de [sciences physiques et chimiques](#) des classes préparatoires au brevet professionnel ([BO n°30 du 29 juillet 2021](#)).

A noter la modification de la définition des épreuves et des règlements d'examen des unités d'enseignement général de physique - chimie (applicable à partir de la session 2023) - [Arrêté du 5-10-2021 - JO du 16-10-2021](#)

Pour les BTS, il convient de se référer aux bulletins officiels fixant le contenu des programmes et des épreuves.

Deux exemples

Objectifs, contenus de l'enseignement et référentiel des capacités du domaine de la culture générale et expression pour le BTS - [BO n° 47 du 21 décembre 2006](#)

[Arrêté du 15 février 2018](#) portant définition du programme et de l'épreuve de « culture économique, juridique et managériale » communs à plusieurs spécialités de brevet de technicien supérieur

4. Sur les nouvelles modalités pédagogiques portées par les diplômes récemment renouvelés

Dès l'instant où le CFA propose un diplôme de l'Education nationale, il est tenu de s'inscrire dans la transformation de la voie professionnelle, qui a conduit à une refonte des modalités de formation dans les diplômes professionnels.

Pour mémoire, l'Etat a procédé à la reconstruction totale du système de formation professionnelle et de l'apprentissage à partir des besoins des jeunes, des actifs et des entreprises.

La transformation de la voie professionnelle résulte :

- d'un processus de concertation nationale autour de l'apprentissage, la formation professionnelle et l'assurance chômage lancé en novembre 2017 en étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation Nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère du Travail,
- et d'une mission sur l'avenir de la voie professionnelle lancée en octobre 2017.

Les deux processus ont abouti,

- pour l'une à la publication le 22 février 2018 d'un rapport co-signé par Céline Calvez et Régis Marcon : « Transformer le lycée professionnel – Former les talents aux métiers de demain »,
- pour l'autre à la promulgation de la Loi « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » le 5 septembre 2018 visant une transformation de grande ampleur de la formation professionnelle, initiale (scolaire et apprentissage) et continue, pour une mise en œuvre pleinement opérationnelle à l'échéance 2021.

Cette transformation a mis en avant de nouveaux dispositifs pédagogiques (comme le chef d'œuvre, la co-intervention, l'accompagnement renforcé, ...). **Ces dispositifs sont par principe vecteurs de cette transformation et les CFA ne peuvent s'en dessaisir.**

Pour appréhender pleinement ces modalités pédagogiques, consulter la fiche ressource « [Maquettes pédagogiques](#) ».

D'autres évolutions devraient également intervenir dans le cadre de la réforme de la voie professionnelle en cours de déploiement à la rentrée 2023.

5. Sur les livrets de formation à transmettre aux centres d'examen

Précision apportée par la DGESCO

La réglementation en vigueur fixe le livret scolaire comme applicable aux seuls publics scolaires et définit le livret de formation pour les apprentis (sans modèle préconisé). Le LSL pro n'étant que la version numérique du livret scolaire, il n'est donc pas possible de parler de LSL pro pour les apprentis. L'existence de classe mixte scolaire/apprenti ne vient pas gommer cette différence de statut.

L'utilisation de pronotes est donc possible pour l'ensemble des publics, dans le cadre de l'édition de bulletins trimestriels ou semestriels, mais le transfert des données vers LSL Pro ne concernera que le public scolaire. Le livret de formation pourra ainsi faire apparaître le calendrier d'alternance et les retours périodiques du maître d'apprentissage, ce que ne permet pas LSL Pro dans sa forme actuelle (entrée exclusive par les PFMP).

Le livret scolaire et le livret de formation ayant pour finalité la délibération du jury final, le livret qui devra être présenté au jury sera celui du statut avec lequel le candidat est inscrit au baccalauréat professionnel, quel que soit les périodes scolaire/apprenti qu'il aura connu au cours de son parcours de formation.

Complément du service des examens et concours du rectorat d'Aix-Marseille

Les CFA peuvent s'ils le souhaitent s'inspirer des modèles que constituent les livrets scolaires des CAP et des bac pro :

- Pour les CAP, le modèle reste celui publié au BO n 42 du 18 novembre 2010 (accès direct [en cliquant ici](#)).
- Pour les bac pro, l'arrêté du 17-6-2020 modifie le livret scolaire pour l'examen du baccalauréat professionnel à compter de la session 2022 (accès direct [en cliquant ici](#)).

Pour rappel, un extrait du [Bulletin officiel n°32 du 9 septembre 2010](#) sur le cahier de textes numérique.

« Dans le système éducatif, les outils numériques apportent une aide précieuse tant aux élèves qu'aux enseignants et aux personnels d'éducation, d'administration et d'inspection. Ils favorisent une meilleure communication avec les familles et les partenaires de l'École, notamment en permettant aux parents de suivre le travail et la scolarité de leurs enfants.

Le cahier de textes numérique fait partie de ces outils. Accessible à travers les réseaux de communication sécurisés, il a pour vocation d'apporter une aide au service des activités d'enseignement et d'apprentissage, en même temps qu'une facilité d'accès accrue pour tous les utilisateurs : les enseignants et l'équipe éducative dans son ensemble, les élèves mais aussi leurs parents (ou responsables légaux).

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre, par l'ensemble des établissements scolaires, du cahier de textes numérique. Il se substitue aux cahiers de textes sous forme papier à compter de la rentrée 2011.

Les outils informatiques sont déjà largement utilisés par les professeurs dans leur vie professionnelle. Le cahier de textes numérique s'intègre à cet ensemble dans un souci de cohérence avec les autres applications au service de la pédagogie.

L'occasion est ainsi donnée de rappeler aux chefs d'établissement et aux professeurs l'importance qui s'attache au cahier de textes de classe qui, même dématérialisé, constitue un document officiel, à valeur juridique. Le cahier de textes de classe sert de référence aux cahiers de textes individuels. De façon permanente, il doit être à la disposition des élèves et de leurs responsables légaux qui peuvent s'y reporter à tout moment. Il assure la liaison entre les différents utilisateurs. Il permet, en cas d'absence ou de mutation d'un professeur, de ménager une étroite continuité entre l'enseignement du professeur et celui de son suppléant ou de son successeur. Le cahier de textes de classe doit être de maniement facile, refléter le déroulement des enseignements et permettre de suivre avec précision la progression des apprentissages.

Je vous demande la plus grande vigilance dans la mise en œuvre du cahier de textes, une charte d'utilisation du cahier de textes numérique pouvant être mise en place au sein de l'établissement.

Cahiers de textes de classe

Le cahier de textes de classe sera organisé par discipline et par autre dispositif d'enseignement.

Il sera tenu par chaque professeur concerné et sera à la disposition des personnels de direction et d'inspection qui devront les viser, dans le cadre de leur mission.

L'accès au cahier de textes se fera par l'emploi du temps de la classe et par les disciplines. Un tableau de la charge de travail donnée à l'élève sera accessible.

Le cahier de textes mentionnera, d'une part, le contenu de la séance et, d'autre part, le travail à effectuer, accompagnés l'un et l'autre de tout document, ressource ou conseil à l'initiative du professeur, sous forme de textes, de fichiers joints ou de liens. Les fonctionnalités offertes par les solutions informatiques faciliteront leur mise en page (polices de caractères, soulignement, couleurs, etc.). Les travaux donnés aux élèves porteront, outre la date du jour où ils sont donnés, l'indication du jour où ils doivent être présentés ou remis par l'élève.

Les textes des devoirs et des contrôles figureront au cahier de textes, sous forme de textes ou de fichiers joints. Il en sera de même du texte des exercices ou des activités lorsque ceux-ci ne figureront pas sur les manuels scolaires.

En ce qui concerne les travaux effectués dans le cadre de groupes, ou de sous-groupes d'élèves de différents niveaux de compétences, et en vue de favoriser un accompagnement plus personnalisé, le contenu de ces activités spécifiques sera également mentionné dans le cahier de textes.

À la fin de chaque année scolaire, ces cahiers seront accessibles pendant une année scolaire entière, dans les conditions des cahiers de textes actifs. Ils pourront être consultés par les enseignants, les conseils d'enseignement, le conseil pédagogique, les conseils de classe et les corps d'inspection. Ils seront ensuite archivés et conservés pendant une durée de cinq ans. Il appartiendra en outre au chef d'établissement de déterminer quels sont ceux d'entre eux qui, témoignant d'un enseignement original, méritent d'être versés aux archives de l'établissement.

Cahiers de textes individuels

Le cahier de textes numérique ne dispense pas chaque élève de continuer à tenir un cahier de textes individuel.

6. Sur les conditions d'inscription en tant que candidat libre à l'examen

Amendé à partir du site [Service-public.fr](https://www.service-public.fr)

En CAP

- Aucune condition d'âge ou de diplôme n'est requise pour les candidats suivant un enseignement à distance (sauf dispositions réglementaires indiquées dans chaque règlement d'examen).
- Dans les autres cas, les candidats doivent être âgés d'au moins 18 ans au 31 décembre de l'année de l'examen et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire. Aucune attestation d'expérience professionnelle ou de périodes de formation en milieu professionnel n'est exigée (article D.337-7 du code de l'éducation).

En d'autres mots, tout candidat peut s'inscrire à l'examen d'une spécialité de CAP à titre individuel dès lors qu'il est majeur et à la condition qu'il ne soit pas déjà inscrit à la même session de cette même spécialité (sous un autre statut). Le cas échéant, des exigences supplémentaires peuvent être fixées par le référentiel de la spécialité.

S'il s'agit d'une présentation lors une même session à deux spécialités de CAP différentes, l'article [D337-21](#) prévoit pour certains types de candidats (titulaires d'un contrat d'apprentissage conclu en application de l'article L. 6222-5-1 du code du travail, ou d'un contrat de professionnalisation conclu en application de l'article L. 6325-4-1 du même code) la possibilité de s'y inscrire et ce, à titre dérogatoire.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où un candidat envisagerait de se présenter à l'examen avant la fin de son contrat d'apprentissage et donc à la session précédant celle à laquelle il projetait de s'inscrire en tant qu'apprenti, les dispositions de l'article [R6222-23](#) code du travail le lui permettraient : « L'apprenti qui souhaite rompre son contrat en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, en application de l'article L. 6222-19, en informe l'employeur, par écrit, au moins un mois avant la fin du contrat. »

En résumé, aucune disposition réglementaire n'interdit à un apprenti de se présenter à l'examen d'un CAP en candidat individuel avant la fin de son contrat d'apprentissage

En BP : être dans l'une des situations suivantes et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance)

- 5 ans effectués dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, sans condition de diplôme ;
- 2 ans effectués dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, et posséder un diplôme ou titre classé au niveau 3 ou à un niveau supérieur, figurant sur une liste arrêtée pour chaque spécialité par le ministre chargé de l'éducation ;
- Entre 6 mois et 1 an dans un emploi en rapport avec la finalité du diplôme préparé, et posséder un baccalauréat professionnel avec une spécialité du même secteur professionnel.

En Baccalauréat professionnel

- Justifier de 3 années d'activités professionnelles dans un emploi de niveau au moins égal à celui d'un ouvrier ou employé qualifié,
- Et dans un domaine professionnel en rapport avec la finalité du diplôme,
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

En BTS : être dans l'une des situations suivantes et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (hors enseignement à distance)

- Justifier d'1 année d'activités professionnelles dans un emploi en rapport avec la finalité du BTS préparé.
- Ou avoir déjà échoué au BTS dans la même spécialité en étant inscrit dans un établissement scolaire
- Ou être candidat de l'enseignement à distance

A noter : La notion de candidat libre, contrairement au baccalauréat général, n'existe pas pour l'examen de BTS.

Le suivi des deux années de formation et de la partie professionnelle en entreprise (contrat d'apprentissage, stage, contrat de professionnalisation...) sont des conditions réglementaires exigées pour présenter l'examen de BTS.

On parle de candidats individuels pour les candidats s'étant déjà présentés une fois l'examen ou inscrits dans un centre de formation à distance.

En DCG

- Avoir le baccalauréat ou un titre équivalent.
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

En DSCG

- Justifier soit d'un diplôme de comptabilité et de gestion (DCG) ou d'un titre équivalent, soit d'un diplôme d'études comptables et financières (DECF), soit d'un Master
- Et ne pas être inscrit dans un établissement scolaire (y compris à distance).

Sur les pratiques de certains CFA qui contraignent leurs apprentis à s'inscrire en candidat libre ... C'est absolument incompréhensible et très risqué de la part d'un CFA.

Interrogé sur le sujet, un organisme certificateur QualiOpi écrit : « Il n'y a pas trop de sens à être CFA et faire inscrire ses candidats « en Libre » de par la définition même de candidats libres ; c'est même assez antinomique (...) le CFA va avoir du mal à répondre à certains indicateurs (7/16) entre autres. Sur un cas de ce type, la certification QualiOpi a été réusée au titre de l'indicateur 16 du référentiel ».

Les CFA qui se risqueraient à ce genre de pratique pourraient se voir retirer leur certification QualiOpi. La mission de contrôle pédagogique peut signaler de telles pratiques au certificateur dès qu'elle en a connaissance.

Pour rappel, l'employeur doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat

Article L6223-4 du Code du travail

« L'employeur s'engage à faire suivre à l'apprenti la formation dispensée par le centre et à prendre part aux activités destinées à coordonner celle-ci et la formation en entreprise.

Il veille à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat ».

« Responsable de l'inscription de l'apprenti dans un CFA, l'employeur s'engage contractuellement et veille à l'inscription et à la participation de son apprenti aux épreuves sanctionnant le titre ou le diplôme ainsi préparé. C'est notamment à ce titre que l'employeur s'engage à libérer l'apprenti de toute présence en entreprise pour suivre les enseignements théoriques dispensés obligatoirement par l'organisme dans lequel il est inscrit. Le temps nécessaire à la préparation et au passage des épreuves nécessaires à l'obtention du diplôme ou du titre est du temps contractuel effectif, et est donc rémunéré comme tel. A ce titre, et ce si le CFA n'a pas organisé une semaine de révision en plus du référentiel de formation initial, l'apprenti a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables pour la préparation directe des épreuves. Ce congé, qui donne droit au maintien du salaire, est situé dans le mois qui précède les épreuves » - Extrait du [Précis de l'apprentissage](#) du Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion de septembre 2021 – pages 15 et 16).

Pour limiter ce type d'abus, les entreprises signataires de contrat d'apprentissage peuvent exiger du CFA la preuve des attestations d'inscription individuelle émise par le service des examens et concours.

Les principaux sujets de préoccupation (extrait de la [Foire aux questions](#) régionale)

Contenu à intégrer prochainement.

FICHE test